La politique 'sociale' de l'Union Européenne

CGSP-ALR Bruxelles 6 mars 2013

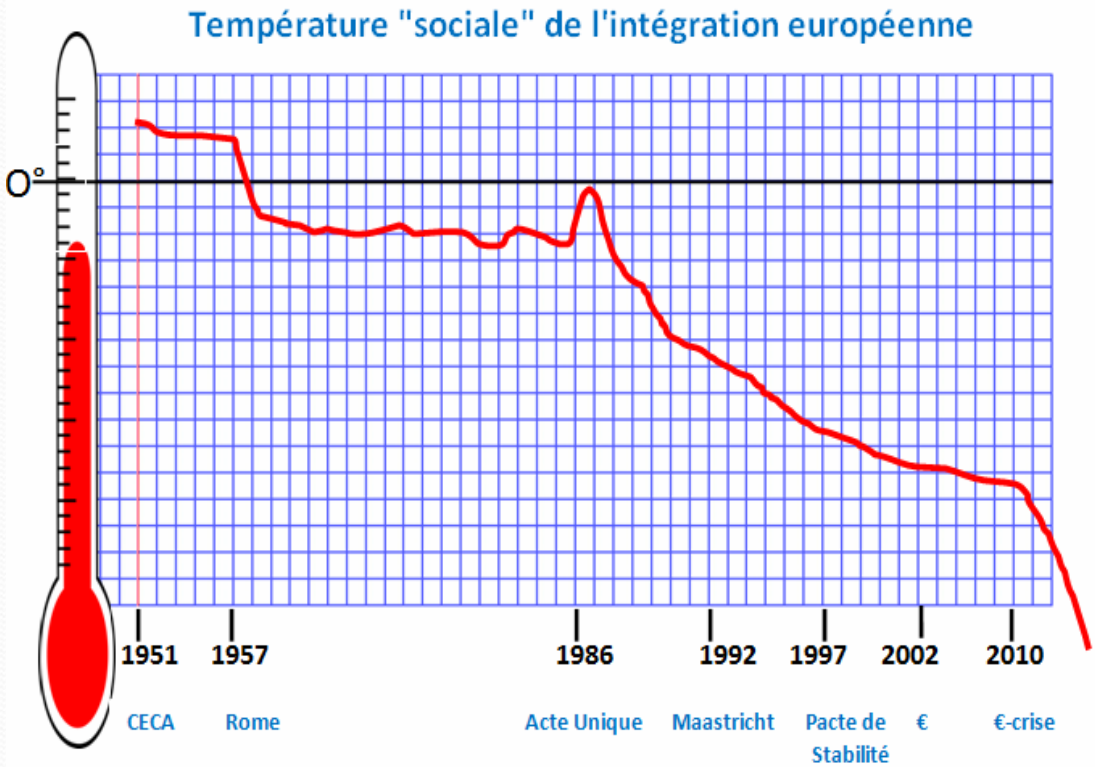
H. Michiel

www.andereuropa.org

Qu'est-ce que une "politique sociale"?

- Garantir les droits sociaux fondamentaux (cfr. Constitution belge)
  - droit au travail
  - Sécurité sociale
  - Protection de la santé
  - Enseignement
  - Logement décent
  - Protection de l'environnement
  - Déploiement culturel
  - …
- Redistribution de la prospérité
- Promotion du bien-être
- Protection contre les risques sociaux
- "Intégration" ("inclusion")

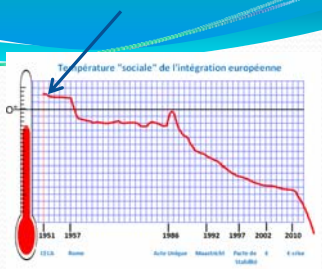
À noter que ces buts requièrent non seulement une bonne politique *sociale*, mais également une politique *fiscale*, *économique*, *culturelle*, un système *juridique* adéquat, un *enseignement* de qualité, etc.



Sommaire

1. 1951: CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier)
   Un certain rôle pour les syndicats, quelques clauses sociales
2. 1957: Traité de Rome, un esprit libéral dans une bouteille
   "4 libertés" (pour le marché), rapport –Ohlin: "mesures sociales superflues"
3. 1986: Acte Unique: l'esprit sort de la bouteille
   lueur d'espérance avec J. Delors président de la Commission; désillusion rapide
4. 1992: Maastricht, vers la monnaie unique
   surveillance budgétaire croissante, de plus en plus de réformes du marché de travail
5. 2010: début de la crise de l'euro; aubaine néoliberale…
   "gouvernance économique européenne", Troïka (Grèce, …), Bruxelles dicte la politique socio-économique

1. Disposition sociales dans le Traité de la CECA (1951)



- Art.3
  e. *...promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'oeuvre, permettant leur égalisation dans le progrès, dans chacune des industries dont elle a la charge ; , ...*
  fpromouvoir le développement des échanges internationaux et veiller au respect de limites équitables dans les prix pratiqués sur les marchés extérieurs ;

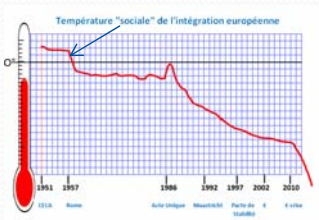
- *Art.18:Un Comité consultatif est institué auprès de la Haute Autorité. Il est composé de trente membres au moins et de cinquante et un au plus et comprend, en nombre égal, des producteurs, des travailleurs et des utilisateurs et négociants.*
- *Art.68 .6. Au cas où les entreprises ne se conformeraient pas aux recommandations qui leur sont adressées en application du présent article, la Haute Autorité peut leur infliger des amendes et des astreintes à concurrence du double des économies de frais de main-d'oeuvre indûment réalisées.*

- *Art. 69.4 Ils interdiront toute discrimination dans la rémunération et les conditions de travail entre travailleurs nationaux et travailleurs immigrés, sans préjudice des mesures spéciales intéressant les travailleurs frontaliers*

2. 1957: Traité de Rome, début CEE

Rapport-Ohlin (1956):

- **Bertil Ohlin, économiste suédois, futur prix Nobel, leader du parti libéral, donne des conseils ("rapport-Ohlin") concernant les principes nécessaires à un marché commun**
- **Ohlin: un marché commun n'est pas une menace pour les droits sociaux, une harmonisation sociale par la CEE n'est pas nécessaire, car:**
  - les 6 pays concernés vont participer à des traités internationaux (Organisation Internationale du Travail, Conseil de l'Europe…) qui garantissent ces droits;
  - Des différences dans la composition du système productif (beaucoup de capital, ou beaucoup de travail) seront balancées par une différence dans les taux de change
- **Le rapport-Ohlin aura une grande influence sur le rapport-Spaak, qui est à la base du Traité de Rome**



Rapport-Spaak (1956):

Très influencé par les idées libérales d' Ohlin

- *"La tendance spontanee à l'harmonisation des systèmes sociaux et des niveaux de salaire, ainsi que l'action des syndicats en vue d'obtenir un alignement dans les conditions de travail seront favorisées par la création progressive du marché commun."*
- *« Progressivement d' ailleurs les taux de salaires et les charges d'interêt tendent à s'égaliser à mesure que la demande de main-d'oeuvre ou la demande de capitaux s' accroissent là où l'une ou les autres sont le meilleur marché. »*

Traité de Rome (1957):

- La Belgique, l'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas d'accord sur une union douanière et un marché commub, la CEE:
  - Libre circulation des marchandises
  - Libre circulation des personnes (main d'Oeuvre)
  - Libre circulation des capitaux
  - Libre circulation des services

  "les 4 libertés" (le fantôme dans la bouteille)

- Comme recommandé dans les rapports d'Ohlin et de Spaak: pas de mesures spéciales pour une harmonisation sociale, car le marché en aura soin

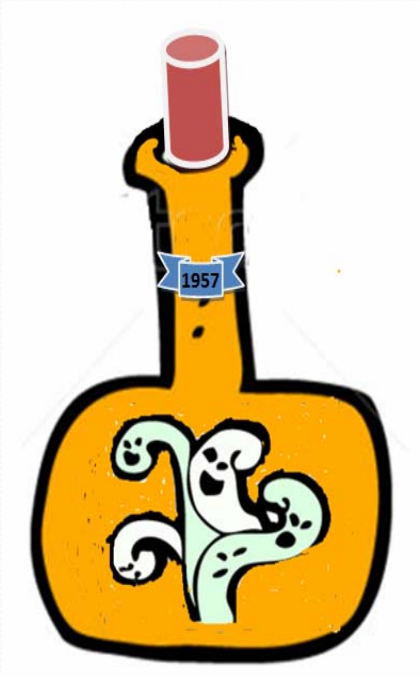
- Par contre, une certaine attention pour la qualité et la mobilité de la main-d'oeuvre:
  - Formation et readaptation professionelles (intervention du Fonds Social Européen)
  - Sécurité et santé au travail
  - Sécurité sociale de la main-d'oeuvre migrante
  - Salaire égal pour hommes et femmes (*)

(*) En moyenne dans l'UE, les femmes gagnaient 17,1% de moins que les hommes en 2009 d'après Eurostat.

Traité de Rome:

- Très axé sur le marché, même en ce début des "Trentes Glorieuses"
- L'harmonisation des conditions sociales est vue comme une conséquence naturelle du fonctionnement du marché
- 'Politique sociale' = prendre soin de la santé, la mobilité et la flexibilité de la main-d'oeuvre

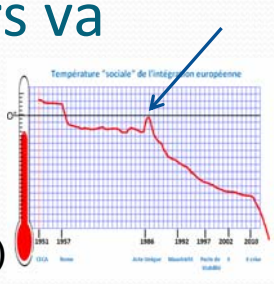
Traité de Rome :



1957-1986 : du Traité de Rome à l'Acte Unique

- **1961: Charte Sociale Européenne ("Charte de Turin")**
  - Initiative du Conseil de l'Europe, pas de la CEE
  - La Belgique ratifie en … 1990
  - Aucune prescription contraignante
- **Grandes restructurations: charbon, acier(Davignon), textile**
  - Intervention du Fonds Social Européen
- **1974: "Premier Programme d'Action Sociale" en réponse aux débuts de la crise**
  - Mais les mesures sociales doivent être approuvées à l'unanimité
  - En 1973, accession de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark → unanimité encore plus difficile à atteindre
  - Il y a quelques avancées dans cette période: des directives concernant le licenciement collectif, sécurité et santé au travail, droits de sécurité sociale pour travailleurs travaillant dans un autre pays membre

3. 1986: Acte Unique: Jacques Delors va parachever le marché unique



- En 1985, le socialiste français Delors devient président de la Commission (jusqu' en 1995) on espère qu'un autre vent va souffler. Delors parle de CCT européennes.

- L'enthousiasme est de courte durée; dans le *Livre Blanc sur l'achèvement du marché intérieur* (1985) tout tourne autour de la libéralisation des capitaux et des services, mais il n'y a pas de chapitre social…

- C'est à partir de maintenant que toutes les possibilités du programme libéral du Traité de Rome vont être exploitées
  →Bolkestein 2006

1986: Acte Unique

- Le plus positif dans l'Acte Unique quant à la politique sociale est la possibilité d'une validation européenne d'**accords-cadre européens** conclus entre syndicats et patronat européens

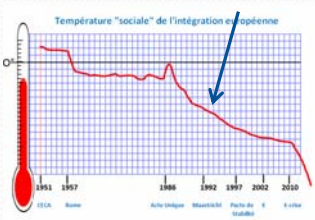
- Il y aura en effet quelques directives et accords-cadre dans les années suivantes, le fleuron de "l'Europe sociale":
  - 1994: directive sur les Conseils d'entreprise européens
  - 1995: directive sur le congé parental
  - 1997: directive sur le travail à temps partiel
  - 1999: directive sur les contracts à durée déterminée
    2002: accord sur le télé-travail

- En 1989, une fois de plus une "charte sociale", juridiquement non-contraignante (ce qui n'empêche pas le *opt-out* britannique !)

- Entretemps, à Bruxelles, on est très affairé à la libéralisation des capitaux et des services, et à la préparation de la monnaie unique …

1986: Acte Unique

4. De Maastricht (1992) à la crise de l'euro (2010):



4 facteurs importants de la régression sociale:

1. L'installation des politiques néolibérales à travers le monde, encore amplifiées par l'effondrement de l'Union Soviétique;

2. En 1995 l'UE a 15 pays-membres; s'y ajoutent 12 nouveaux (2004, 2007) qui sont (beaucoup) plus pauvres; au lieu d'augmenter les budgets, c'est l'inverse qui se fait.

3. L'introduction d'une monnaie commune suppose une coopération économique et des transfers financiers de régions riches vers des régions pauvres. Mais c'est la concurrence qui est organisée, et le démantèlement des subsides déjà maigres.

4. L'UE essaie de mener une politique socio-économique, mais elle n'en a pas la compétence ni les moyens. La conséquence: une gestion non-démocratique, inefficace et antisociale.

UEM: une union monétaire bien particulière!

Déjà dans les années 1990, des économistes de gauche (et autres) avertissaient que l'UEM projetée n'allait pas fonctionner, car:

- Dans chaque union monétaire, il y a des **transfers** de régions riches vers des régions pauvres (p.ex. Allemagne de l'Est → Allemagne de l'Ouest; Italie N→S, Belgique, …); mais l'UE n'a (presque) pas de budget.
- Dans chaque union monétaire, une grande partie des **dettes** publiques est assumée par l'union dans son ensemble. Or c'est défendu dans l'UE.
- Dans chaque union monétaire, il y a une **politique économique** plus ou moins intégrée; mais l'UE ne connaît que la concurrence
- Les unions monétaires ont normalement **des systèmes sociaux** assez uniformes.

UE: comment mener des politiques sociales et économiques sans en avoir la compétence?

L'UE n'a pas de véritable compétence pour mener une politique économique, sociale, de l'emploi. Elle peut seulement faire des recommandations par des "lignes directrices".

L'UE ne peut rien imposer de cette façon.

Et pourtant, il y de plus en plus d'intervention de l'UE dans

- La politique salariale dans les Etats-membres, l'indexation etc.
- Les négociations collectives des syndicats
- Le retraites
- Les allocations de chômage
- …

Comment fait l'UE?

- L'UE impose une politique budgétaire unilatérale aux Etats-membres et les soumet au jugement des marchés financiers; ça mène automatiquement à des politiques asociales;

- Le conseil des ministres, des chefs d'Etat, fait des *recommandations* (*"lignes directrices"*, *"méthode ouverte de coordination")*; sur la scène nationale, elles sont représentées comme des obligations européennes (voir Van Quickenborne et la réforme des retraites)

- "juridiction expérimentale": on voit jusqu'où on peut pousser le bouchon trop loin:

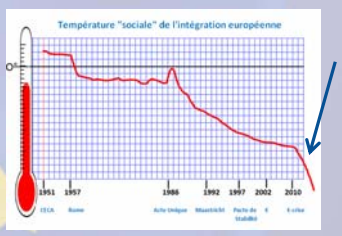
Comment fait l'UE?

La méthode Juncker:

« D'abord nous décidons quelque chose, ensuite on le lance publiquement. Ensuite nous attendons un peu et nous regardons comment ça réagit. Si cela ne fait pas scandale ou ne provoque pas d'émeutes, parce que la plupart des gens ne se sont même pas rendus compte de ce qui a été décidé, nous continuons, pas à pas, jusqu'à ce qu'aucun retour ne soit possible… »

(Jean-Claude Juncker dans une interview dans Der Spiegel n°52/1999 p.136)

5. Crise de l'euro (2010): aubaine néoliberale!



A partir de 2010, il devient évident, même pour les leaders européens, que leur union monétaire est construite sur le sable.

L'UE (Commission, Conseil des ministres , Conseil européen, grande majorité du Parlement) font adosser la crise de l'euro par les travailleurs/euses avec, et de plus en plus sans boulot

Cela se fait dans le cadre de la "gouvernance économique européenne" (*economic governance*)

Eléments de la gouvernance économique européenne :

1. 'Semestre européen' (recommandations)
2. 'Paquet législatif' ou 'sixpack' + "2-pack" (lois européennes)
3. Pacte de l'Euro-Plus ("Merkozy") (recommandations)
4. Traité Budgétaire entre 25 Etats-membres, en vigueur depuis le 1/1/2013 (traité diplomatique, hors des structures de l'UE)

Quelques exemples de la 'gouvernance européenne'

- Recommandations pour la Belgique (Semestre européen 2011, 2012):
  - Réformer le système de l'indexation des salaires
  - Introduire la dégressivité des allocations de chômage
  - Relever l'âge de la retraite (effectif et légal)
  - Plus de TVA, moins d'impôts directs

- La Commission Européenne surveille en permanence la politique concurrentielle de tous les Etats-membres. Si elle prévoit des 'imbalances' (salaires, …) elle peut imposer des 'corrections'. Non-observance peut mener à une sanction financière de 0,1% du PIB (Belgique: 370 millions)

Quelques exemples de la 'gouvernance européenne'

- La Commission Européenne (CE) peut imposer des sanctions (jusqu'à 1,8 milliards € en Belgique) si un €-pays ne respecte pas l'orthodoxie budgétaire(sixpack)

- Chaque pays-membre doit présenter chaque année un "**plan de réforme**", avec des mesures pour le marché du travail, les retraites, les salaires etc. (Semestre européen)

- D'après le 2-pack (qui sera bientôt approuvé) les pays de l'UE doivent présenter chaque année à la mi-octobre leur projet de plan budgétaire à la CE, **même avant de le présenter au parlement national.** La CE peut demander des modifications.

Quelques exemples de la 'gouvernance européenne'

- Le Traité Budgétaire exige d'introduire une '**Règle d'or**' dans la législation nationale, forçant le déficit budgétaire de rester en dessous de 0,5% du PIB.

- Il faut avoir signé ce Traité Budgétaire pour pouvoir faire appel au fonds dit d'aide européen

- Un pays-membre qui fait appel à ce fonds européen perd sa souveraineté et doit obéir aux exigences formulées par la ***Troïka*** (CE, ECB, FMI)

Quelques exemples de la 'gouvernance européenne'

On prépare, sous la direction de Herman Van Rompuy, une "véritable union économique et monétaire".

Les pays de la zone euro devraient signer des **contrats** pluriannuels avec l'UE par lesquels ils s'engagent à des réformes :

- élimination des 'rigidités du marché de travail'
- hausse de la compétitivité

Il y a des méthodes plus expéditives, comme le chantage:

Never waste a good crisis!

Lettre secrète de Draghi (président de la Banque Centrale Européenne) envoyée le 5 août 2011 au premier ministre italien: si vous voulez une attitude bienveillante de notre part envers vos dettes publiques, arrange avant la fin de septembre les choses suivantes:

- 'libéralisation totale des services publics locaux par des privatisations massives' ;
- 'réformes de la négociation collective des salaires';
- 'une réforme profonde des règles pour l'embauche et le démission des travailleurs';
- 'un système d'allocations de chômage et une politique active du marché de travail qui rendent plus facile la réallocation de la main-d'oeuvre vers les entreprises et secteurs plus compétitifs'
- 'des conditions plus strictes pour les pensions de viellesse'
- baisse du coût des fonctionnaires publics, "si nécessaire par la baisse des salaires"'
- …

"l'Europe sociale de l'an 2012"

Un corridor de l'hôpital de Didymóteicho à Evros, nord-est de la Grèce. Août 2012.

“l’Europe sociale de l’an 2012”

Réfugiés à Athène

“l’Europe sociale de l’an 2012”

Une file de pauvres qui vont encaisser la consigne des bouteilles qu’ils ont ramassées. Grèce, Portugal? Non, en Allemagne, à Hanovre…

“l’Europe sociale de l’an 2012”

Une file devant un centre d’emploi à Madrid